

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 15/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APTAR STELMI

rue du bocage
50370 BRECEY

Références : 2024-032
Code AIOT : 0005303800

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2023 dans l'établissement APTAR STELMI implanté Rue du Bocage 50370 Brécey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APTAR STELMI
- Rue du Bocage 50370 Brécey
- Code AIOT : 0005303800
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise APTAR STELMI est spécialisée dans la production de composants en caoutchouc destinés à l'emballage pharmaceutique (bouchons, protèges-aiguilles et pistons).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets des eaux résiduaires – Chaîne de mesure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
4	Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
5	Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.2	Sans objet
6	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi en continu des rejets issus des lagunes de traitement vers le milieu naturel n'est pas réalisé. L'exploitant prévoit la mise en place d'un regard de mesure pour mars 2024.

La gestion des installations correspondantes au rejet vers la station d'épuration urbaine est globalement satisfaisante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Pose matériel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : L'exploitant a laissé accès aux installations afin de permettre à l'inspection de se dérouler dans de bonnes conditions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement
Prescription contrôlée : Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site APTAR Stelmi de Brécécy possède deux points de rejets : - vers la station d'épuration urbaine (STEU) ; - vers le milieu naturel. Les rejets vers la STEU sont situées en sous-sol et sont accessibles par une échelle. L'intervention du laboratoire est considérée comme du travail en hauteur. Les rejets vers le milieu naturel se fait par surverse en sortie des lagunes. Il n'existe pas d'emplacement prévu pour l'installation des appareils de prélèvement. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 3 mois, d'aménager le point de rejet vers le milieu naturel de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. L'exploitant fait également appel à un laboratoire accrédité dans le cadre de son auto-surveillance. Il ne dispose donc pas d'installations de prélèvement ou d'échantillonnage. Le contrôle du respect des préconisations du guide méthodologique du 14 février 2022, développé par le ministère de l'environnement concernant les opérations d'échantillonnage et d'analyse est donc sans objet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Réglage
Prescription contrôlée : Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
Constats : Les rejets vers la STEU se font via un canal venturi équipé de l'ensemble des équipements nécessaires au suivi. Le point de rejet en sortie de lagunes n'est actuellement pas instrumenté. Par conséquent, les paramètres pH, température et débit ne sont pas suivis. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 3 mois, de mettre en place, conformément aux prescriptions de l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014, le suivi en continu des paramètres pH, température et débit au niveau du rejet vers le milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : Concernant les rejets vers la STEU via un canal venturi, il a été vérifié : <ul style="list-style-type: none">- l'écoulement dans le chenal d'approche : calme, absence de vague ;- l'écoulement du flux en aval : absence visuelle de traces de débordement ;- l'écoulement dans le venturi : présence de vaguelettes ;- l'écoulement dans le chenal aval : chute en aval.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien, suivi
Prescription contrôlée : Extraits : Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel. Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité. Les enregistreurs et les totalisateurs devront également être conformes aux normes en vigueur. Les installations de comptage doivent être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.
Constats : La sonde à ultrasons du canal venturi est installée conformément aux normes en vigueur : - centrée dans l'axe du canal, perpendiculaire à la lame d'eau, sans aucun obstacle, - absence de remous ou de mousse dans les effluents pouvant interférer dans la mesure de hauteur, -protection vis-à-vis du soleil.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Un contrôle visuel au niveau des rejets a été réalisé au niveau des rejets dans le milieu naturel. Il n'a pas été relevé de marqueur de pollution (couleur, aspect des plantes, perturbation de l'écoulement...).
Type de suites proposées : Sans suite